

NOTE D'INFORMATION

LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA SALUENT LES PROGRES EN 2016 MAIS RAPPELLEN LES NOMBREUX DEFIS

Bangui, le 20 décembre 2016 – Des avancées importantes ont été enregistrées au cours de l'année 2016 en République centrafricaine mais les défis à relever restent nombreux, ont affirmé les porte-paroles du Gouvernement de la RCA, Théodore Jousso, et celui de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, mercredi à Bangui, lors de la conférence de presse conjointe des deux institutions. Les deux parties sont déterminées à poursuivre leurs efforts conjoints et réaffirmé la solidité de leur partenariat.

« Le Gouvernement est en train travailler d'arrache-pied avec les partenaires et les résultats ne peuvent pas être toujours visibles du jour au lendemain », a annoncé Théodore Jousso tandis que Vladimir Monteiro a rappelé la volonté de la MINUSCA « à poursuivre ses efforts en partenariat avec les responsables et le peuple centrafricains, pour la protection des civils, le renforcement de l'autorité de l'Etat, la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité ». Le porte-parole de la Mission a ainsi rappelé les contacts réguliers entre la MINUSCA et l'État centrafricain sur le plan politique, avec les consultations réunissant ses responsables, le Président de la République et le Premier-ministre, mais aussi sur le plan opérationnel, dans le cadre du comité composé du Commandant de la Force et le Commissaire de Police de la MINUSCA, le Chef d'Etat-major des FACA, les DG de la Police et Gendarmerie et le Chef de l'EUTM et qui se réunit toutes les semaines pour évaluer la situation

sécuritaire dans le pays et coordonner leurs actions.

Les progrès notés concernent la conclusion des élections et la mise en place des institutions, le début du dialogue sur le DDRR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Rapatriement) ainsi que la Conférence de Bruxelles alors que les violences restent un important défi. « *Les violences perpétrées par les groupes armés – anti-Balaka, Ex-Séléka et autres groupes criminels, – contre les populations civiles, notamment à Kaga Bandoro, Ndomete, Kouango ou Bria ont causé plusieurs dizaines de victimes et des milliers de déplacés* », a regretté Monteiro, pour qui « *les groupes armés n'ont aucune raison de continuer à utiliser leurs armes pour faire avancer leurs agendas* ». Il a rappelé le rôle de la Force pour mettre fin aux exactions et ajouté que la MINUSCA reste déterminée à protéger les populations civiles et les institutions par tous les moyens dont elle dispose. De son côté, Jousso a indiqué que la collaboration entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines en 2016 a déjà commencé à porter des fruits car « le début du retour à la normalité - quelques fois pénible -, commence à s'observer à l'intérieur du pays, même si cela n'est pas visible à Bangui », a-t-il noté.

Les deux porte-paroles ont par ailleurs souligné l'importance du dialogue dans la recherche de solution aux cycles de violence en RCA. « *C'est par le dialogue que nous allons résoudre les problèmes de ce pays. C'est un travail complexe, long et qui est en cours* », a précisé Jousso, appelant les groupes armés à accepter la main tendue des autorités et à s'engager dans la voix du dialogue et celle du processus de DDRR. Pour sa part, Monteiro a cité la résolution 2301 qui souligne l'importance d'un dialogue inclusif notamment dans le cadre du DDRR.

Interrogés sur les violences contenues dans le dernier rapport de la MINUSCA sur la situation des droits de l'homme en RCA entre le 1^{er} juin 2015 et le 31 mai 2016 ainsi que la présence sur le territoire de

leaders de groupes armés sur qui pèsent des mandats d'arrêt, Théodore Jousso et Vladimir Monteiro ont fait savoir que la lutte contre l'impunité est essentielle. « *Les violations ne resteront pas impunies. Les crimes feront l'objet de procès* », a lancé le porte-parole du Gouvernement tandis que son homologue de la MINUSCA a précisé que l'opérationnalisation prochaine de la Cour pénale spéciale sera un important atout dans cette lutte.

Le porte-parole de la MINUSCA a finalement rappelé que les visites en 2016 de plusieurs hauts responsables des Nations Unies en RCA, dont le Vice-Secrétaire Jan Eliasson, témoignent de l'engagement de l'organisation envers les autorités et le peuple centrafricains.